

Sommet Climat à New York : le CCFD-Terre Solidaire se mobilise !

→ Pourquoi le CCFD-Terre Solidaire a vocation à se mobiliser sur la question climatique ?

Le rapport d'orientation du CCFD-Terre solidaire « Pour une terre solidaire et fraternelle » a fait de la justice environnementale et de la viabilité écologique un axe transversal pour les six ans à venir. Le CCFD-Terre solidaire fait en effet le constat d'une crise écologique majeure, accentuant la pression sur les écosystèmes, et dont les pays du Sud sont les principales victimes. Même si la prise de conscience des citoyens et des gouvernements a largement progressé, ces derniers peinent à proposer des solutions à la hauteur des enjeux de transition écologique et énergétique notamment, et à remettre en cause le modèle de développement pourtant à l'origine des déséquilibres écologiques.

• Le changement climatique : un enjeu de solidarité internationale et de justice globale

Si les pays du Nord sont principalement et historiquement responsables des changements climatiques, ce sont les pays et les populations du Sud qui payent le plus lourd tribut face à ce phénomène. Déplacements de populations, crises alimentaires suite à des sécheresses ou des inondations, raréfaction des ressources en terres et en eau dans certaines régions... Les impacts se font ainsi déjà ressentir, et seront encore démultipliés si les trajectoires de développement de tous ne sont pas repensées.

Le CCFD-Terre Solidaire s'associe aux demandes de la société civile¹ en faveur : d'une action politique plus forte, notamment des pays « développés », en matière de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre et de transition énergétique ; d'un accord international (lors de la prochaine conférence des parties COP 21 à Paris fin 2015) contraignant et engageant les Etats, englobant mais reconnaissant la responsabilité commune mais différenciée des pays, actant la responsabilité et la nécessaire responsabilisation des acteurs privés, conforme à l'exigence de rester en deçà d'un réchauffement maximum moyen de 2°C ; d'une action ambitieuse de la communauté internationale en soutien aux pays et populations les plus vulnérables, notamment en matière d'adaptation et via la mobilisation de financements publics additionnels ; etc.

• Le changement climatique : un des signes de la nécessité du changement de modèle de développement

La crise climatique est l'une des conséquences de notre « modèle » de développement économique mondialisé, « déterritorialisé » et dérégulé. « Modèle » sans vision de long terme qui se caractérise notamment par un rapport à la nature purement utilitariste et productif, guidé par l'accumulation de capital et par un système énergétique polluant, inéquitable, et qui nous mène dans une impasse (finitude des ressources énergétiques fossiles dont nous sommes très largement dépendants).

Le CCFD-Terre Solidaire inscrit toute mobilisation sur la question climatique dans le cadre d'une réflexion plus englobante sur le nécessaire changement de modèle de développement. Il valorise le travail engagé par les partenaires des pays du Sud qui expérimentent des alternatives concrètes sur leurs territoires, plus respectueuses des hommes et des équilibres écosystémiques (exemple de l'agro-écologie), ou qui soutiennent les populations qui cherchent à se faire entendre face aux dérives du modèle dominant (exemple des industries

¹Réseau Action Climat France, organisations partenaires au Sud, réseaux internationaux

extractives). Ici, le changement climatique nous invite à repenser nos modes de production et de consommation, pour penser des modes de vie respectueux de notre environnement et compatible avec la limitation des ressources de la planète.

• Le changement climatique : un nouvel alibi pour des politiques et des investissements impactant négativement les populations locales

Un certain nombre de « solutions » sont mises en avant au nom de la lutte contre le changement climatique. Certaines de ces « solutions », les agro carburants par exemple, qui s'inscrivent dans le modèle dominant de développement à l'origine des déséquilibres écologiques, ne permettent pas de répondre sérieusement au défi climatique et peuvent de surcroît se traduire par une pression supplémentaire sur les populations locales, leurs droits et leur environnement, notamment dans les pays du Sud.

Par ailleurs, la tentation croissante des Etats de déléguer au secteur privé la réalisation et le financement des objectifs de développement, sans garantie en termes d'impacts sur les populations locales, n'épargne par le domaine de la lutte contre le changement climatique. La recherche du profit s'accomode mal de la préservation de la nature et de la défense des droits humains.

Sur ces enjeux, le CCFD-Terre Solidaire peut valoriser son expertise et/ou celle de ses partenaires sur les « fausses solutions » qui pèsent sur la souveraineté alimentaire des populations du Sud et leur accès à la terre et aux ressources naturelles (agrocarburants industriels, OGM, mécanismes de compensation carbone, méga-projets d'infrastructures, etc). Il peut également valoriser son expertise sur les enjeux d'encadrement du secteur privé et de leurs investissements dans les pays du Sud et sur les risques, notamment, des facilités accordées aux multinationales pour « compenser » les défauts d'investissements publics dans l'agriculture.

La COP 21, accueillie à Paris en décembre 2015, constitue une opportunité pour le CCFD-Terre solidaire, en termes de mobilisation sur ces enjeux et de plaidoyer, pour porter notamment une autre voix sur les questions agricole et climatique !

Pour entrer dans le sujet :

→ Non à la « l'Alliance globale pour une Agriculture intelligente face au Climat »!

Le Sommet Climat de l'ONU du 23 septembre 2014 devrait être l'occasion de valoriser de nombreuses initiatives multi-acteurs et volontaires, devant participer à la création d'un environnement politique favorable à un accord climatique international en 2015. Mais cela n'est pas sans risque. Ces initiatives peuvent servir à masquer le manque de volonté politique des Etats d'avancer sur une action politique ambitieuse et sur des engagements contraignants, notamment dans le cadre des négociations onusiennes. Le danger est également d'apporter la caution de la communauté internationale à des initiatives qui ne répondent pas réellement aux enjeux de justice climatique, de transition écologique et sociale et de solidarité nationale et internationale.

L'Alliance globale pour une Agriculture intelligente face au Climat², qui devrait être lancée par Ban Ki Moon à l'occasion du Sommet, illustre bien ce risque. Oui, le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire sont inextricablement liés et il est essentiel

²Global Alliance for Climate-Smart Agriculture / Portée par la FAO, la Banque mondiale, mais aussi les Etats Unis, les Pays Bas, de nombreuses grandes firmes, et en attente du ralliement d'autres pays dont la France

que la communauté internationale se saisisse de cette problématique. Mais cette alliance ne constitue pas la réponse attendue. En effet, cette initiative :

- se fonde sur un concept - la « climate-smart agriculture » - qui tolère des pratiques agricoles aux impacts sociaux et environnementaux négatifs, comme les OGM ou l'usage massif de pesticides et d'intrants chimiques, et qui est d'ailleurs repris à leur compte par les grands acteurs privés de ces secteurs.
- n'apporte aucune garantie en termes de respect des droits humains, à commencer par le droit à l'alimentation, y compris des populations les plus vulnérables.
- occulte la priorité qui doit être donnée aux agricultures familiales paysannes, pour répondre tant au défi climatique qu'à l'enjeu de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le flou entretenu sur ses objectifs et ses modalités de gouvernance laissent au contraire craindre qu'elle se transforme en un espace d'influence par les multinationales des politiques agriculture/climat, ainsi qu'un lieu de labellisation d'investissements privés, s'inscrivant dans la logique du modèle de développement agricole dominant basé sur l'intensification, les cultures d'exportation et l'utilisation de biotechnologies et de la pétrochimie.

Pour toutes ces raisons, le CCFD-Terre Solidaire demande au gouvernement français de ne pas s'engager dans cette Alliance et appelle la communauté internationale à la plus grande vigilance.

Plus d'infos :

Sur l'engagement des organisations de la société civile au niveau français : [note des Commissions Climat et Agriculture de Coordination SUD – coordinationsud.org](#)

Au niveau international : <http://climatesmartagconcerns.weebly.com/>

→ L'agro-écologie, ou comment soutenir de vraies alternatives !

Des pratiques mises en œuvre chaque jour par les organisations paysannes et les mouvements sociaux ont fait leur preuve, mais elles supposent un changement de paradigme. Quand on parle de lutte contre le changement climatique et l'insécurité alimentaire, comment par exemple ne pas penser à l'agro-écologie³, qui, au-delà d'un seul modèle de production agricole durable, promeut un modèle de développement économique, social et culturel rural pour les populations.

Avec nos partenaires !

L'AS-PTA est une ONG brésilienne centrée sur la promotion de pratiques agro-écologiques et intervenant dans plusieurs régions du pays. Elle fait de l'expérimentation participative le cœur de sa méthodologie.

Jean-Marc Von der Weid, ancien président : « *Nous souhaitons promouvoir une agriculture alternative mais nous n'avons pas de modèle. Nous nous rendions compte des problèmes de rendement des petits producteurs familiaux mais la solution conventionnelle leur était*

3L'agroécologie doit permettre le maintien d'une agriculture productive permettant d'assurer des rendements réguliers et optimisant l'utilisation des ressources locales tout en réduisant les impacts environnementaux et socioéconomiques des pratiques intensives. L'agroécologie :

• constitue une approche intégrée de l'agriculture et de l'alimentation, fortement ancrée dans l'échelon local, qui reflète l'expérience et les connaissances traditionnelles ;

• relie l'écologie, la culture, l'économie et la société afin de maintenir la production agricole, des environnements sains et l'avenir des communautés ;

• applique les principes de l'écologie à la conception et à la gestion d'écosystèmes agricoles durables.

inaccessible faute d'argent. Il fallait donc développer des techniques bon marché provenant de leur propre force de travail et utilisant les ressources naturelles à leur disposition. Nous les avons trouvées dans l'agroécologie. » -

Et de l'alternative, nous sommes passés à la « tâche d'huile » comme souligne Jean Marc. En effet, dans l'État de Paraíba, zone semi-aride du Nord-Est du Brésil, avec l'implication des acteurs locaux (syndicats paysans, groupes d'Église, etc.), l'expérimentation a été lancée sur deux municipalités, avec dans chacune d'elles, trois communautés d'une trentaine de familles chacune. Le mouvement s'est étendu et, animé par les organisations paysannes, il atteint désormais plus de 5 000 paysans et leurs familles impliqués dans la transition agro-écologique.

→ **Quels sont les enjeux du Sommet Climat de New York ?**

• **Le lancement d'une séquence politique importante**

Le Sommet Climat organisé par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki Moon, le 23 septembre prochain à New York, vise à mobiliser au plus haut niveau politique (chefs d'États et de gouvernements) et à servir de rampe de lancement pour les discussions sur un nouvel accord climatique international qui devraient aboutir lors de la conférence climat de Paris en décembre 2015 (COP21), en passant par Lima en décembre 2014 (COP20). Force est aujourd'hui de constater que la (bonne) volonté politique n'est pas au rendez-vous et que les États ne semblent pas prendre au sérieux cette opportunité de s'engager à la hauteur des enjeux.

• **Un enjeu décisif de mobilisation citoyenne**

Les organisations de la société civile se mobilisent le week-end précédent le Sommet Climat de Ban Ki Moon pour faire entendre leurs voix. Le CCFD-Terre Solidaire souhaite marquer son soutien à deux temps forts de mobilisation qui s'organisent, au niveau national et régional :

- la Marche pour le Climat, événement mondial (avec des marches dans plusieurs grandes villes internationales, dont la principale à New York) qui se déclinera à Paris mais également en Régions, et qui a vocation à réunir largement les citoyens autour de l'urgence climatique et de la nécessité d'engagements des États à la hauteur des enjeux. *Toutes les infos ici :* <http://peoplesclimate.org/paris/>⁴
- Le village des alternatives citoyennes d'Alternatiba Gonesse, qui s'inscrit dans la dynamique Alternatiba au niveau national qui entend donner toute sa place aux initiatives déjà expérimentées par les populations sur leurs territoires et qui font sens au regard des exigences de justice climatique, de transition écologique et sociale et de solidarité internationale. *Toutes les infos ici :* <http://alternatiba.eu/gonesse/> et <http://voe95.fr/cptg/> et <http://alternatiba.eu/>

⁴Carte des mobilisations Avaaz <https://secure.avaaz.org/fr/event/climate/?source=blast&cl=5729195330&v=44554>

Le renforcement d'un mouvement citoyen et populaire sur ces enjeux est essentiel, notamment dans la perspective de la Conférence des Nations unies sur le climat Paris 2015, mais également au-delà, pour cristalliser un rapport de force favorable pour une action climatique ambitieuse et juste et pour la transformation durable des dynamiques politiques et sociales en la matière.

|